



E pluribus... plures. Les Français libres du Levant.

Clotilde de Fouchécour

► To cite this version:

Clotilde de Fouchécour. E pluribus... plures. Les Français libres du Levant.. Presses Universitaires de Rennes. Françaises et Français libres. Une identité née de la pluralité., Presses Universitaires de Rennes, 2024, Françaises et Français libres. Une identité née de la pluralité., 978-2-7535-9706-8. <hal-04690374>

HAL Id: hal-04690374

<https://hal.science/hal-04690374v1>

Submitted on 6 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

E pluribus... plures. Les Français libres du Levant

Clotilde de Fouchécour

Preprint du chapitre de l'ouvrage collectif : Faucher Ch., Humbert L., Piketty G., Vaisset Th. (dir.), Françaises et Français libres. Une identité née de la pluralité, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2024, 230 p., p. 53-68.

Négligé jusqu'à présent par l'historiographie de la France libre¹, l'apport des Français libres levantins se révéla pourtant capital pendant la période qui sépara l'échec de l'expédition de Dakar (23-25 septembre 1940) de la prise en main du Comité français de la Libération nationale par le général de Gaulle à Alger dans le courant de l'été 1943.

Civils ou militaires, les ressortissants du Levant ont fourni aux unités françaises libres de nouvelles recrues précieuses en cette période basse du recrutement². Ils ont apporté leur contribution à la propagande française libre. Ils ont surtout permis au Liban et à la Syrie de servir de bases arrière : lieux de formation militaire et de convalescence pour les soldats, mais aussi points de départ d'éléments des Forces aériennes françaises libres vers l'Union Soviétique, offrant au général de Gaulle les moyens de dessiner les contours d'une politique étrangère autonome.

Le choix de ne pas limiter ici l'étude des Français libres du Levant aux habitants des seuls États sous mandat français – la Syrie et le Liban – mais de l'étendre à la façade orientale de la Méditerranée s'est imposé pour plusieurs raisons³. Une partie des ralliés libanais sont des Arméniens réfugiés de Cilicie, en Asie Mineure, qui ont fui les massacres, mais qui apparaissent dans les sources comme natifs de Turquie. D'autre part, la mobilité favorisée depuis la seconde moitié du XIX^e siècle par le développement des transports et du commerce dans cette part orientale de l'Empire ottoman ainsi que les solidarités religieuses et familiales ont tissé un réseau de relations et constitué un espace commun.

Caractérisé par sa grande diversité confessionnelle et ethnique, l'espace levantin se prête à une étude sociologique des engagements au sein de la France libre. En s'intéressant aux identités collectives préexistantes à l'engagement dans les FFL, et en premier lieu à l'identité religieuse, ainsi qu'à l'articulation de celle-ci avec l'identité française libre, cette étude veut s'inscrire dans le courant historiographique qui, depuis les années 1980, s'intéresse aux sociétés et refuse de réduire le Moyen-Orient aux conflits internationaux qui s'y sont déroulés en s'appuyant « autant que possible sur les sources produites par les sociétés étudiées aux côtés de la documentation étrangère⁴ ». Nous avons ainsi complété nos recherches menées aux Archives diplomatiques françaises, au Service historique de la Défense à Paris, aux Archives centrales sionistes à Jérusalem (l'Agence juive fut un observateur privilégié) par l'exploitation de sources

¹ Celle-ci a privilégié jusqu'à aujourd'hui l'étude de la France libre au Levant sur un plan militaire et politique. Voir H. de Wailly, *Syrie 1940. La guerre occultée. Vichystes contre gaullistes*, Paris, Perrin, 2006 et A.-L. Chaigne-Oudin, *La France dans les jeux d'influences en Syrie et au Liban, 1940-1946*, Paris, L'Harmattan, 2009 ; M. Zamir, *The Secret Anglo-French War in the Middle-East. Intelligence and decolonization. 1940-1948*, Londres-New York, Routledge, 2015.

² J.F. Muracciole, *Les Français libres. L'autre résistance*, Paris, Tallandier, 2009, p. 146-150.

³ Turquie, Syrie, Liban, Palestine et Égypte.

⁴ O. Bouquet, P. Pétriat, P. Vermeren, *Histoire du Moyen-Orient de l'Empire ottoman à nos jours. Au-delà de la Question d'Orient*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, p. 9-10. Les bibliographies très fouillées présentées à la fin de chacun des chapitres donnent un aperçu fidèle de la richesse de cette nouvelle historiographie.

secondaires britanniques⁵ et par l'abondante littérature consacrée, ces dernières décennies, aux villes-mondes du Levant (Beyrouth, Jérusalem, Alexandrie...), à différentes communautés ethnico-religieuses jusque-là négligées. Nous avons complété cet apport par la lecture d'un certain nombre de mémoires et de chroniques publiés ou inédits, la consultation de la presse locale francophone ou anglophone, des entretiens avec des descendants de Français libres levantins dont certains nous ont permis de consulter leurs archives privées⁶. Enfin, deux listes ont constitué des instruments précieux : la liste dite « Écochard » (dans sa version 42) et l'index des dossiers administratifs des Français libres et des résistants intérieurs publié par Service historique de la Défense, qui a l'avantage d'indiquer la ville ou le village de naissance.

Quels étaient les horizons d'attente de ces ressortissants du Levant qui s'engageaient au sein des FFL ? Comment les identités collectives préexistantes se sont-elles combinées avec l'impératif d'unité imposé par le combat ? Existait-il une « hiérarchie » entre Levantins et métropolitains ? Pour répondre à ces questions, il faut prendre en compte la diversité des parcours des engagés, définir des sous-ensembles, s'interroger sur la représentativité desdits engagés, mais aussi s'intéresser à la nature même de la France libre, réceptacle de cette diversité.

La devise que la nation américaine a fait sienne, *E pluribus unum*, est-elle applicable au cas particulier des Levantins engagés dans la France libre ? Dans le contexte français, cette devise évoque non seulement l'esprit de corps recherché au sein de l'armée, mais aussi le processus républicain d'assimilation, au nom duquel les différences religieuses ou convictionnelles, les origines ethniques et les mémoires collectives infra ou supranationales sont mises de côté au nom de l'égalité civique et du projet national. *E pluribus unum* suppose une dynamique menant du pluralisme à l'unité ; le maintien du premier constituerait donc un échec. Nous montrerons que le sous-ensemble levantin invite à dépasser cette alternative (unité *versus* pluralité). Aussi proposons-nous de substituer dans ce cadre précis du Levant la devise européenne à la devise américaine : *E diversitate concordia*⁷.

Après un rapide tableau de la situation politique française à la veille de la guerre, nous montrerons comment les vagues d'engagement ont suivi l'histoire contrariée de la France libre au Levant. Nous essaierons ensuite d'en savoir plus sur ces « invisibles » de la France libre et sur la façon dont identités collectives et identité française libre se sont articulées. Cette pluralité a-t-elle joué un rôle dans l'absence de mémoire collective ? Nous suggérerons une réponse en conclusion.

Rayonnement culturel et fragilité politique de la France au Levant

Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne peuvent se prévaloir de solides atouts au Proche-Orient, mais leur position est précaire.

Le premier atout de la France est son antériorité historique et la diversité des milieux sur lesquels elle exerce un certain prestige : les milieux chrétiens, même si les « capitulations⁸ » ont été abolies à l'issue de la Première Guerre mondiale ; les milieux musulmans aussi, en raison du prestige dont bénéficia Bonaparte lors de l'expédition d'Égypte⁹ ; les milieux

⁵ Notamment P. Seale, *La Lutte pour l'indépendance arabe. Riad el-Solh et la naissance du Moyen-Orient moderne* [trad. de l'anglais par D. Letellier et A. Weil], Paris, Fayard, 2010.

⁶ René Marbot (1922-2020) est le seul Français libre natif du Levant avec lequel j'ai pu m'entretenir (en 2014).

⁷ Littéralement : « De la diversité naît la convergence des cœurs ».

⁸ Les Capitulations (de *capitulum* « chapitre ») désignent le traité de bonne entente signé en 1536 entre François I^{er} et Soliman le Magnifique qui attribue à la France des privilèges commerciaux dans l'Empire ottoman ainsi que la protection des chrétiens de l'empire et la garde des Lieux Saints.

⁹ J. Tolan, *Mahomet l'Européen. Histoire des représentations du Prophète en Occident* [trad. de l'anglais par C. Deniard], Paris, Albin Michel, 2018, p. 273-288.

d'ingénieurs – ceux que séduisent les idées saint-simoniennes¹⁰ – et tous ceux qui désirent la sécularisation de la vie sociale et politique : les idéaux de la Révolution française entrent en résonance avec la *Nahda*, mouvement de renaissance intellectuelle levantine et arabe qui s'est déployé sur l'ensemble du XIX^e siècle.

Deuxième atout majeur : l'offre éducative, unique et originale, présentée par la France. L'élan missionnaire français de la deuxième moitié du XIX^e siècle, ainsi que la politique restrictive menée en France depuis 1901 à l'égard de l'enseignement congréganiste, ont fourni en grand nombre des éducateurs motivés et bénévoles. Cette offre s'est enrichie, à partir de 1867, du réseau des écoles de l'Alliance israélite universelle¹¹, création de membres de la haute bourgeoisie française juive. Enfin, grâce à l'expansion rapide de la Mission laïque française, qui a trouvé au Levant sa terre d'élection, la France est seule à offrir la possibilité d'un enseignement laïque (les établissements américains sont multiconfessionnels, mais ils restent des établissements protestants). La Mission laïque fonde ou patronne des établissements scolaires à Salonique (1906), au Caire, à Beyrouth, à Alexandrie (1909), puis à Alep et à Damas (1925), où le lycée est « franco-arabe », ce qui souligne l'autre volet du projet éducatif de la Mission : le dialogue des civilisations. Suivent le collège oriental de Tartous, en Syrie, un centre culturel à Jérusalem et le lycée franco-égyptien d'Héliopolis.

Enfin, la France dispose au Levant d'un véritable « bastion » : le Liban, et d'un point d'appui, la communauté maronite, à laquelle Louis XIV a délivré une lettre de protection en 1649. L'intervention militaire internationale conduite en 1860 par Napoléon III pour séparer druzes et chrétiens de la Montagne et le règlement positif de la crise, qui a conduit à l'autonomie du Mont-Liban, ont renforcé les liens.

Cependant, la situation politique de la France en 1939 est précaire : cela tient à l'ambiguïté de la situation mandataire, à la structure sociale héritée de l'Empire ottoman, au développement des nationalismes et des revendications arabes et à la concurrence britannique. L'attribution à la France par la Société des Nations en 1923 d'un seul mandat sur la Syrie et sur le Liban complique la donne. Les frontières du Grand-Liban ont été établies en 1920 sur un espace nettement plus étendu que la seule Montagne libanaise du Grand-Liban : si le Liban, demandeur, peut être reconnaissant à la France, la majorité sunnite syrienne considère, non sans raison, la présence française comme une occupation. La mission novatrice confiée par la SDN – jouer le rôle d'« incubateur » d'États par une dévolution rapide des compétences techniques et de l'autorité politique – s'en trouve compliquée d'autant. La France est, de surcroît, soumise à des « impératifs contradictoires¹² » de la part de la SDN qui la charge de consolider les jeunes États, mais sans empiéter sur les droits des minorités, qui ne sont autres que les communautés religieuses ou ethno-religieuses qui régissent la vie personnelle de leurs membres et dont les chefs mènent une politique propre. La conception française de la citoyenneté se trouve d'emblée mise en échec.

Autre point d'achoppement : la politique étrangère. La puissance mandataire est chargée de protéger l'intégrité des jeunes États face aux menaces extérieures et de préparer ceux-ci à une politique étrangère indépendante. Or, cette mission entre en contradiction avec les impératifs stratégiques des puissances mandataires. Initiée avant le Front Populaire mais conduite à son terme par celui-ci, sous la conduite du sous-secrétaire d'État Pierre Viénot, la signature en 1936 des traités franco-syrien et franco-libanais constitue une réussite

¹⁰ Voir *Le Système de la Méditerranée*, texte rédigé en 1832 par le polytechnicien Michel Chevalier pour le journal *Le Globe* (réédité en 2006, Paris, Fayard/Mille et une nuits).

¹¹ Pour une carte des fondations de l'Alliance israélite universelle en Orient, voir G. Bensoussan, *L'Alliance israélite universelle (1860-1920). Juifs d'Orient, Lumières d'Occident*, Paris, Albin Michel, 2020 p. 335.

¹² H. Laurens, « Le mandat français sur la Syrie et le Liban », in Nadine Méouchy (dir.), *France, Syrie et Liban, 1918-1946 : Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, Presses de l'Ifpo, 2002, p. 409-415.

remarquable. Validée par les Chambres syrienne et libanaise, elle prévoit sous trois ans l'indépendance des deux États et permet pour la première fois l'accession d'un musulman au poste de premier ministre au Liban contre l'acceptation des frontières libanaises par ses pairs. Mais, en choisissant de différer la ratification pour tenter une conciliation avec la Turquie qui revendique des droits sur Alexandrette, débouché portuaire d'Alep et du pétrole de Mossoul, Léon Blum condamne en réalité les traités, qui seront définitivement enterrés à la veille de la guerre, engendrant d'importantes frustrations du côté syrien¹³.

Dans le même temps, le développement de l'influence britannique, puissance occupante de l'Égypte et puissance mandataire de la Palestine et de l'Irak, constitue pour la position française un facteur supplémentaire de fragilité¹⁴. Néanmoins, si le dynamisme économique britannique, l'impression de libéralisme donnée par l'accession de l'Égypte et de l'Irak à l'indépendance, la bonne image dont jouit le Royaume-Uni auprès de certains milieux arabistes et des milieux chrétiens orthodoxes peuvent donner le sentiment d'une position dominante, la présence britannique est en réalité menacée par le conflit judéo-arabe qui prend un tour sanglant avec la révolte arabe de 1936 en Palestine. L'idée dominante dans les milieux britanniques est que cet échec est le résultat des prétentions exorbitantes de la France sur la Syrie qui ont fragmenté la région et empêché la Royaume-Uni de s'acquitter de sa double promesse d'unité arabe et de création d'un Foyer juif. Seule l'Entente cordiale a jusqu'alors retenu le gouvernement britannique de redessiner la carte de la région : l'armistice français change la donne et la question des ralliements devient un enjeu central dans le nouveau rapport de forces.

La dynamique des engagements levantins : de l'Égypte vers le Liban

Les chiffres sur lesquels nous nous appuyons ici sont issus de la liste Écochard, constituée à partir du fichier général des FFL comprenant l'ensemble des fiches d'engagement versées en 1945 à l'Organe central des FFL. Cette liste, qui a l'avantage de préciser les lieux et mois d'engagement, est néanmoins incomplète. Les chiffres indiqués sont donc intéressants à titre relatif plus qu'en valeur absolue.

Quatre périodes peuvent être distinguées : la première, qui court de juin à août 1940, est marquée par l'engagement des natifs d'Égypte. Suit une période pendant laquelle le nombre mensuel d'engagements est très bas, de septembre 1940 à juin 1941, avant un pic, de juillet à octobre 1941, consécutif à l'installation de la France libre au Liban et en Syrie. Le flux ralentit de nouveau de novembre 1941 à juillet 1943¹⁵.

En juin 1940, l'annonce de l'armistice plonge les milieux francophiles égyptiens et libanais dans la consternation¹⁶. Les officiers français au Liban et en Syrie souhaitent poursuivre le combat, mais c'est en Égypte seulement que cette volonté se concrétise. L'engagement des Français d'Égypte est un processus spontané qui s'explique autant par les bonnes relations de ces derniers avec les milieux britanniques¹⁷ que par le profil sociologique des expatriés du Caire, d'Héliopolis, d'Ismailia, près du Canal de Suez, et d'Alexandrie – hommes d'affaires, ingénieurs et professeurs. Ceux-ci adressent, le 18 juin, un appel au président de la République française avant de créer le 7 juillet le Comité national français d'Égypte, réunissant soixante-

¹³ C. de Fouchécour, « Damien de Martel, Emile Eddé, Pierre Viénot : 1936, l'impossible traité », *Des liens et des lieux : mémoires libano-françaises*, Paris, Geuthner, 2021, p. 388-403.

¹⁴ J. Barr, *Une ligne dans le sable. Le conflit franco-britannique qui façonna le Moyen-Orient* [trad. de l'anglais par J. Guedj], Paris, Perrin, 2017. M. Provence, *The Last Ottoman Generation and the Making of the Modern Middle East*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2017.

¹⁵ Les FFL sont versées le 1^{er} août 1943 dans l'Armée française de Libération.

¹⁶ Pour les réactions libanaises, voir G. Buis, *Les Fanfares perdues*, Paris, Seuil, 1975, p. 58.

¹⁷ Le compromis trouvé par les amiraux Godfroy et Cunningham au sujet de la Force X stationnée à Alexandrie a contribué à cette entente.

sept Français sous l'égide du baron de Benoist, directeur à la Compagnie de Suez¹⁸. Le cas d'Alexandrie est intéressant car s'y déploie une manière de gaullisme levantin, spontané, rayonnant bien au-delà de la cité portuaire. Deux institutions jouent un rôle central en coordonnant les offres de service des Français « expatriés » et des milieux francophiles levantins : l'Union française des anciens combattants et la Mission laïque, installées l'une et l'autre dans des bâtiments de prestige – la Maison de France, au débouché de la rue Nabi Daniel, vers la mer, et le grand lycée d'Alexandrie – points de ralliement d'institutions confessionnelles ou laïques. La dissolution de la Mission laïque à Paris constitue l'une des premières mesures du régime de Vichy en juillet 1940. Le proviseur du lycée d'Alexandrie, Marcel Fort, riposte en déclarant que le siège de la Mission est désormais en Égypte. Autour de celui-ci, c'est tout un réseau d'établissements levantins, d'anciens élèves, de personnel éducatif et de parents d'élèves qui se détournent de Vichy¹⁹. Une grande partie des ordres religieux français en Égypte, à commencer par les Dominicains, choisissent en effet la France libre²⁰ ; le Centre culturel de Jérusalem, dépendant de la Mission laïque, est lui-même dirigé par un dominicain, le Père de Vaux. Aussi, de juin à août 1940, les natifs d'Égypte constituent la moitié (53 %) des engagés levantins²¹. Si la majorité des ralliés sont des Français nés au Levant de familles métropolitaines, ceux-ci sont suivis directement par des juifs alexandrins de culture française, tels Abraham, Moussa et Samuel Toriel, engagés en août 1940²². Le lycée de la Mission Laïque a joué un rôle prépondérant dans l'acculturation républicaine et française des milieux juifs d'Alexandrie²³.

La situation est autre dans les deux États sous mandat. Après avoir annoncé aux officiers supérieurs, le 24 juin 1940, la poursuite du combat, le général Mittelhauser, commandant du théâtre d'opérations de la Méditerranée orientale, se range finalement derrière Vichy le 28 juin²⁴. Il s'entend avec le général britannique Wavell sur le principe d'une neutralité bienveillante. La veille, son chef d'état-major, le colonel de Larminat, a diffusé une circulaire invitant les militaires des troupes du Levant stationnées au Liban et en Syrie à rallier la Palestine avec leur armement afin de poursuivre le combat. Le colonel demande toutefois aux militaires français ou étrangers de ne pas solliciter les ressortissants libanais et syriens, « qui ne comprendraient pas la portée de leur acte²⁵ », et, si ceux-ci souhaitent néanmoins les accompagner, de les prévenir des risques encourus. Quelques centaines d'officiers et de soldats des différentes armes rallient la Palestine en juillet et plus difficilement au cours des mois suivants. Sur les trente natifs du Levant qui se sont engagés en juillet 1940 depuis la Palestine, 9 sont des Européens de culture chrétienne, 9 des juifs levantins, 9 autres des chrétiens orientaux et 2 sont musulmans. Sur l'ensemble des 113 engagés levantins de juillet 1940, 9 participeront à la bataille de Bir Hakeim²⁶.

¹⁸ E. Minost, « Le Comité de la France libre d'Égypte », *Revue de la France libre*, n° 126, juin 1960.

¹⁹ A. Thévenin, *La Mission laïque française à travers son histoire, 1902-2002*, Paris, Mission laïque française, 2002, p. 148-150.

²⁰ D. Avon, *Les Frères pêcheurs en Orient. Les dominicains du Caire (années 1910-années 1960)*, Paris, Le Cerf, 2005.

²¹ Sur les 80 Levantins engagés de juin à août 1940 dont le lieu d'engagement est indiqué sur la liste Écochard 42.

²² Liste Ecochard version 42 complétée par SHD GR 19 P pour la ville natale

²³ En 1921, le Lycée d'Alexandrie compte 42 % d'élèves juifs. F. Abécassis, « Les Lycées de la Mission laïque française en Égypte (1909-1961). L'exportation d'un modèle français en Orient et ses contradictions », *Lycées, lycéens, lycéennes, deux siècles d'histoire*, Paris, Institut national de recherche pédagogique, 2005, p. 135. A. Beyrouth, en revanche, l'acculturation républicaine s'opère auprès d'une clientèle musulmane aisée : en 1913-1914, quatre ans après son ouverture, le collège de la Mission laïque comptait 50 % d'élèves musulmans. A. Thévenin, *La Mission laïque française...*, *op. cit.*, p. 91.

²⁴ M. Albord, *L'Armée française et les États du Levant. 1936-1946*, Paris, CNRS Editions, 2000 [2013 pour l'édition électronique], emplacements 1652 à 7072.

²⁵ E. de Larminat, *Chroniques irrévérencieuses*, Paris, Plon, 1962, p. 59.

²⁶ Liste Ecochard (version 42) et SHD, GR 16 P.

La période qui suit voit le nombre des ralliés levantins diminuer. Seuls quatre ralliements sont ainsi enregistrés en mars 1941. Les nouveaux ralliés se répartissent à parts égales entre natifs d'Égypte et natifs de la Syrie et du Liban. Pourtant, depuis fin septembre 1940, désireux de rebondir après l'échec de l'expédition de Dakar et conforté par le ralliement du général Catroux, familier de la région, le général de Gaulle cherche à renverser le pouvoir vichyste à Beyrouth. Nommé commandant en chef et haut-commissaire du Moyen-Orient, le général Catroux lance un appel au ralliement depuis Le Caire, le 14 novembre 1940. Mais les tentatives échouent faute de points d'appui. Le nouveau haut-commissaire de Vichy, le général Dentz, tire intelligemment profit de la priorité donnée par les Britanniques à la stabilité. Il se fait apprécier des responsables de la communauté juive par des démarches en leur faveur et les milieux cléricaux apprécient la mise au pas des milieux laïcs²⁷. Dans un pays où les églises chrétiennes sont dans leur majorité rattachées à Rome, le fait que la Commission d'armistice soit italienne est un point positif. Aussi, les rares cas de résistance intérieure menés par des natifs méritent-ils d'être signalés, tel le réseau de renseignement dirigé par Maurice Fenykövy, dit « Labbaye », né à Beyrouth en 1915 et militaire de carrière au sein de l'armée libanaise. Parce qu'il s'oppose au mandat, le leader des Phalanges chrétiennes, Pierre Gemayel, met son officine à disposition. Participe à ce réseau un jeune Français né à Beyrouth d'une mère grecque, René Marbot²⁸.

Le coup d'État conduit en Irak le 2 avril 1941 par Rachid Ali Kilani contre le gouvernement soutenu par la Grande-Bretagne, sa demande d'assistance à l'Axe et l'accord donné par Darlan à Hitler pour l'utilisation des bases aériennes libanaises et syriennes rebat les cartes. Pour s'assurer de leur bonne volonté, Catroux annonce le 8 juin, sous garantie britannique, l'indépendance du Liban et de la Syrie. Une bataille âpre oppose les forces britanniques et françaises libres aux forces vichystes jusqu'au 11 juillet, date à laquelle Vichy dépose les armes. L'enjeu est de taille pour la France libre. En ralliant une partie au moins du personnel mandataire et des 35 000 hommes de troupe, elle effectuerait un saut considérable. Mais les accords d'armistice, signés le 14 juillet 1941 à Saint-Jean d'Acre par les Britanniques avec les représentants de Vichy, indiquent une volonté manifeste d'encourager l'évacuation des troupes et du personnel français. Les accords rectificatifs obtenus sur l'insistance de De Gaulle du ministre résident britannique, Oliver Lyttelton, le 25 juillet ne suffisent pas à limiter l'hémorragie. Seuls 5 000 hommes rallient la France libre²⁹, laquelle se tourne vers les autochtones pour combler les manques les plus criants et trouver des appuis. Une liste de « ralliements », sans en-tête et en partie manuscrite de près de 80 pages témoigne de l'activité déployée pour trouver des relais dans la société civile, française, libanaise et syrienne³⁰. À titre d'exemples, on trouve sur la liste de Tripoli, dans le nord-Liban, avec leurs adresses, Georges Ammar, employé à la compagnie Singer, rallié en août 1941 ; Mohamed Hadj Hosseini, employé à la municipalité ; Mouloud Saboun, conducteur de trains à la compagnie Deraa, Homs et Prolongements... Fort de ses expériences antérieures le général Catroux peut en revanche procéder à des recrutements ciblés comme celui d'Alexandre Aractingi. Il l'a connu en 1926, mais celui-ci a depuis quitté les Troupes spéciales du Levant, troupes de souveraineté libanaise et syrienne, ne pouvant obtenir, malgré sa naturalisation française, un grade équivalent dans

²⁷ G. Bracha, « Les Juifs de Syrie et du Liban pendant la Seconde Guerre Mondiale », in G. Bensoussan (dir.), *Les Juifs d'Orient face au nazisme et à la Shoah (1930-1945)*, *Revue d'Histoire de la Shoah*, n° 205, octobre 2016, p. 457.

²⁸ Entretien avec René Marbot et la famille Fabre, septembre 2014.

²⁹ J. Bocquet, « Levant », in F. Broche, G. Caïtucoli, J.-F. Muracciole (dir.), *Dictionnaire de la France libre*, Paris, Laffont/Bouquins, 2010, p. 879.

³⁰ MAE(Nantes), 1/SL/1/V/94, document « confidentiel » typographié et manuscrit, communiqué le 21 mai 1942 par le capitaine directeur adjoint de la Délégation Générale de la France Libre au Levant au Directeur de la Sûreté Générale.

l'armée française. Le nouveau délégué général lui offre un poste dans son quartier-général et de l'avancement, s'attachant ainsi un officier brillant et polyglotte³¹.

La liste Écochard indique 667 ralliements de Levantins de juillet à octobre 1941. Sur les 627 dont le lieu de naissance est indiqué, 97 % sont nés en Syrie et au Liban. Après cette date, le rythme baisse, avec une moyenne de 30 ralliements par mois de novembre 1941 à juillet 1943.

Le départ de Catroux pour Alger, le 25 mars 1943, et son remplacement par le diplomate Jean Helleu fragilise les positions françaises. L'enjeu est de faire patienter jusqu'à la fin de la guerre les courants indépendantistes libanais et syrien. Ils seront alors membres de plein droit de l'organisation internationale qui prendra le relais de la Société des Nations et pourront signer, s'ils le souhaitent, un traité d'amitié avec la France afin d'assurer leur sécurité. Or le projet de Winston Churchill est tout différent. Mis en œuvre par son homme de confiance, Edward Louis Spears, nommé ambassadeur à Beyrouth en février 1942, il consiste à précipiter la fin du mandat à un moment où la France se trouve dans l'impossibilité de traiter et d'obtenir à la fin du conflit le départ des troupes françaises, pour satisfaire les arabistes, qu'il a fallu retourner en faveur des Alliés, et les sionistes, en opposition ouverte avec l'administration mandataire française depuis 1937³². Profitant de la naïveté du délégué français et s'appuyant intelligemment sur les dynamiques d'opposition, l'ambassadeur britannique favorise l'arrivée au pouvoir du chef du parti *Destour*, Béchara el-Khoury, et du leader arabiste, Riad el-Solh. Ce dernier réclame et obtient de la Chambre de 47 députés, le 7 octobre 1943, le retrait immédiat des articles constitutionnels ayant trait au mandat et la « souveraineté absolue ». De Gaulle exige d'Helleu une réponse vigoureuse. L'embastillement de la quasi-totalité du gouvernement provoque une indignation populaire que Catroux, dépêché d'urgence d'Alger, parvient à atténuer. Les troupes françaises restent stationnées jusqu'à la fin de la guerre, mais une nouvelle crise, en Syrie cette fois, en mai 1945, précipite l'évacuation des troupes françaises, effective à la fin de l'année 1946³³.

Les invisibles de la France libre

Dans son enquête sur la sociologie des Français libres³⁴, Jean-François Muracciole classe les 1 030 natifs du Liban et de Syrie de la liste Écochard (version 40) parmi les « coloniaux ». En réalité, ces derniers sont juridiquement des « étrangers ». Le Liban est une République depuis 1926 et la Syrie depuis 1930. Leurs habitants sont des citoyens libanais ou syriens, sauf s'ils disposent d'une autre nationalité. Les Troupes spéciales du Levant ne sont pas des troupes supplétives, mais le noyau de la future armée nationale comme le rappellent dès le 26 juillet 1941 des officiers libanais de haut rang dans un document dont les signataires s'engagent sur leur honneur à n'accepter « le service que pour le Liban et sous sa bannière ». Parmi les signataires, Fouad Chéhab, qui sera nommé le 29 janvier 1944 à la tête des Troupes Spéciales du Liban par le Président de la République libanaise Béchara el-Khoury³⁵. Les *Mémoires de guerre* rappellent cette distinction en estompant quelque peu l'aspiration nationale

³¹ Archives privées famille Aractingi. Alexandre Aractingi est affecté le 25 juin 1941 au cabinet du Général Catroux.

³² Central Zionist Archives (Jérusalem), Z4/17024B, entretien de Kadmi Cohen avec le haut-commissaire Damien de Martel, Beyrouth, 7 janvier 1937 et Public Record Office (Kew), PREM/3/269/17, note privée de Churchill à Eden du 18 mai 1941 citée dans M. J. Cohen, *Churchill and the Jews*. Londres-New York, Routledge, 2013 [1^{re} éd. : 1985], p. 231.

³³ A. Bruchez, « La fin de la présence française en Syrie : de la crise de mai 1945 au départ des dernières troupes », *Relations internationales*, n°122, 2005/2, p. 17-32.

³⁴ J.-F. Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009, p. 61.

³⁵ S. Malsagne, *Fouad Chéhab 1902-1973*, Paris, Karthala-Ifpo, 2011, p. 81-89. Fouad Chéhab sera Président de la République libanaise de 1958 à 1964.

des Syriens et des Libanais : « Il est vrai, écrit de Gaulle en 1956, que quelques officiers français concouraient à l'encadrement des troupes spéciales. Mais on voyait pousser dans leurs rangs des officiers de valeur, soit syriens comme les colonels Zaïm et Chichakli, soit libanais comme les colonels Chéhab et Naufal »³⁶(les quatre colonels cités étaient francophiles).

Nous avons décompté 1 591 Français Libres natifs du Levant (de la Turquie à l'Égypte) sur la liste Écochard (version 42). En ajoutant les noms des ralliés levantins dont le dossier a été homologué et qui figurent sur l'index du SHD, nous arrivons à un total de 3 626 Français libres originaires de la région. En attendant une exploitation systématique des dossiers, un premier examen de cette liste élargie fait ressortir différents parcours : si un grand nombre est issu des troupes de souveraineté libanaise et syrienne, on trouve également des membres des comités, tel Henri Hamza Abbas, né au Caire en 1893, contrôleur de la santé pour les FFL du Moyen-Orient. Cependant, si l'on compare cette liste élargie avec la liste des ralliements de 1941 de la Délégation générale à Beyrouth ou avec celle du *Périscope*, le journal de l'Union des anciens combattants d'Alexandrie, on trouve encore d'autres noms. Cette imprécision est due pour une part à la faiblesse logistique de la France libre. Elle tient aussi à la variété des types d'engagement. Les « ralliés » de la société civile libanaise et syrienne d'août 1941 ne s'engagent pas de la même manière que ceux qui participent aux campagnes de Libye. Le pourcentage des « affectations spéciales », qui maintiennent les engagés à leur poste civil, est particulièrement élevé. Sur les 1 331 engagés natifs du Levant de la liste Écochard 42 dont l'affectation est précisée, 18,48 % sont des « affectés spéciaux » alors que ces derniers ne représentent qu'1,86 % de l'ensemble des FFL.

Une autre approche consiste à suivre à la lettre d'accord diplomatique de Gaulle-Lyttelton du 25 juillet 1941 reconnaissant que les Troupes spéciales du Levant (20 000 hommes) sont constitutives de la France libre³⁷, ce qui porte le nombre total des Français libres levantins à 22 000 environ. Par son loyalisme jusqu'à la victoire, y compris lors de la crise de 1943, cette armée proto-nationale a permis au Liban et à la Syrie de servir de base arrière à la France libre.

³⁶ C. de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Paris, Plon, 1994, p. 298.

³⁷ Service historique de la Défense, 4 H 291, cité par M. Albord, *L'Armée française et les États du Levant*, op. cit., empl. 4290-4310.



Le général de Gaulle et le général Catroux à Baalbeck, Liban, le 8 septembre 1942. © Fondation Charles de Gaulle.

Une autre catégorie, qui ne relève pas de la France libre *stricto sensu*, mais qui a joué un rôle important est constituée de ceux que l'on pourrait appeler les « sympathisants ». Par leur engagement spontané, ils ont servi la cause française libre. C'est le cas par exemple du journaliste-vedette Georges Naccache qui signe dans *L'Orient* du 26 juillet 1941 un vigoureux appel au peuple libanais : « Le cri de ralliement a retenti hier, affirme-t-il, évoquant la rencontre de la veille entre le général de Gaulle et les notables libanais : "FRANCE, AVEC NOUS !" »³⁸ »

Des identités collectives convergentes au sein de la France libre ?

Le Levantin de 1940 conjugue plusieurs appartenances. Le premier marqueur identitaire, indépassable sauf pour les natifs d'origine européenne ou dotés d'un passeport européen, est l'appartenance religieuse, laquelle détermine la vie juridique personnelle de l'individu. Le Liban ne compte pas moins de dix-huit confessions, chrétiennes, musulmanes ou assimilées et juive. La vie levantine conjugue endogamie confessionnelle et habitudes de coexistence. La fierté d'appartenir à une société raffinée, de culture ancienne, au niveau éducatif élevé et plurilingue rassemble les Levantins. Le sentiment national est, en revanche, inégal. Le processus d'adhésion à la nation est bien avancé chez les chrétiens du Liban, mais une nationalité européenne reste perçue comme une protection et le consul italien d'Alexandrie ne dénombre pas moins de seize nationalités différentes en 1938 parmi les juifs d'Alexandrie³⁹. Enfin, la formation de partis politiques et le développement d'idéologies mobilisatrices tendent

³⁸ G. Naccache, *Les Faits du Jour. L'Orient. 1924-1972*, Beyrouth, éd. L'Orient-Le Jour et Dar An-Nahar, 2001, p. 51.

³⁹ A. Lazarev, « Italiens, italianité et fascisme », in R. Ilbert et I. Yannakakis (dir.), *Alexandrie 1860-1960. Un modèle éphémère de convivialité : Communautés et identité cosmopolite*, Paris, éd. Autrement, 1992, p. 106-109.

à substituer de nouvelles solidarités au cadre politique naturel formé par la communauté ethnico-religieuse.

Comment ces différentes appartenances se sont-elles combinées avec les objectifs de la France libre ? La répartition religieuse telle que nous avons pu la reconstituer à partir de 3 262 noms⁴⁰ est la suivante : 14,1 % sont des Européens nés au Levant, chrétiens ou de culture chrétienne ; 46,2 % sont des chrétiens orientaux, avec une forte proportion d'Arméniens, suivis par les musulmans (32,8 %), dont 61 % sont des Syriens, et enfin par les juifs (6,9 %), issus pour plus des deux tiers de Palestine ou d'Égypte⁴¹. Au-delà des parcours individuels, des motivations propres à chacun des groupes peuvent se discerner. La cause française libre peut rejoindre les idéaux ou les réflexes de survie du groupe. Pour les Arméniens, qui constituent à eux seuls 1/5^e des ralliés (20,3 %), combattre dans la France libre, c'est sortir d'une situation matérielle précaire (les camps de réfugiés sont encore nombreux) et assister le protecteur de leur pays d'adoption, le Liban. C'est aussi lutter contre l'allié des Ottomans lors du génocide de 1915. Les juifs d'Alexandrie, même lorsqu'ils ne sont pas de nationalité française, défendent une certaine idée de la France républicaine qui leur a été présentée de manière idéalisée dans le cadre levantin. Parmi les musulmans, on note la part non négligeable des musulmans hétérodoxes – chiites, alaouites, druzes, tcherkesses –, dont les logiques sont celles de minorités contractant des alliances défensives, sur un mode tribal pour certains. En renseignant une fiche d'engagement qui ne comporte pas la mention de la religion, ces Levantins s'émancipent transitoirement du carcan confessionnel, mais la diversité religieuse et convictionnelle de la France libre leur est déjà familière.

Le profil sociologique des engagés fait ressortir l'importance des classes moyennes industrielles, urbaines ainsi que des militaires (en particulier des militaires des Troupes spéciales du Levant qui ont choisi de s'engager au sein des Forces Françaises Libres). Il distingue largement ces derniers de l'ensemble des Français Libres. En effet, sur les 558 Français Libres nés et engagés au Liban dont la profession d'origine est indiquée, 34,22 % exerçaient une profession libérale et 28,67 % étaient ouvriers ou artisans contre respectivement 22,35 % et 12,84 % pour l'ensemble des Français Libres⁴² ; la proportion des militaires est en revanche similaire (respectivement 24,37 % et 25,75 % des groupes considérés). Face à la menace que la propagande de l'Axe fait peser sur des pans entiers de la société, les Levantins défendent aussi un art de vivre.

Les États levantins n'étant pas en conflit les uns vis-à-vis des autres, la nationalité n'est pas un élément de séparation. En revanche, le désir d'être reconnu comme un Français, et non comme un « étranger », habite un certain nombre de ralliés. Sa participation aux combats en Érythrée permet au « lieutenant Benjamin Tagger, autochtone », d'être engagé « d'une façon absolument exceptionnelle [...] à titre français⁴³ ».

Les ralliés et sympathisants de la France libre semblent se tenir à l'écart des grands mouvements politiques comme l'arabisme et le sionisme.

La diversité des profils des engagés a certainement favorisé l'intégration, même si la méconnaissance de la réalité levantine par les métropolitains ou les Français d'Algérie heurte

⁴⁰ Liste des Français Libres homologués natifs du Levant établie à partir de la liste Ecochard version 42 et de la compilation du SHD

⁴¹ En nous appuyant sur les noms et lieux de naissance, des éléments biographiques et des instruments tels que O. Bouquet, *Les Noblesses du nom. Essai d'anthropologie ottomane*, Turnhout, Brepols, 2013, et W. Hanley, *Identifying with Nationality. Europeans, Ottomans, and Egyptians in Alexandria*, New York, Colombia University Press, 2017. L'identification s'est révélée impossible, même avec une marge d'erreur, pour 10 % des noms.

⁴² Liste Ecochard version 42 (le métier d'origine n'est pas indiqué sur la compilation du Service Historique de la Défense).

⁴³ Attestation par le QG des FFL du Levant, 17 septembre 1941, signé Bapst. Archives personnelles Maryse Freixe. Tombé lors du débarquement de Provence, Benjamin Tagger est fait Compagnon de la Libération en novembre 1944.

certain. Engagé à 16 ans dans les Forces aériennes de la France libre, le jeune Maroun Abifadel est blessé de s'entendre traiter de « bédouin⁴⁴ ». En revanche, sous la conduite de Jean Gaulmier, directeur de l'Information de la France libre au Levant et arabisant, les programmes plurilingues de Radio-Levant qui accordent une part importante aux programmes arabes, et même à la lecture du Coran, contribuent à présenter de la France libre l'image d'un mouvement ouvert sur la diversité levantine⁴⁵. L'attitude britannique a également pu souder ceux qui étaient favorables au maintien de la France au Levant. Enfin, la figure du général de Gaulle a certainement contribué à unifier les cœurs. Homme de foi et d'autorité, il apparaît aux amis de la France au Levant comme son représentant naturel, un *zaim*⁴⁶ français. Préparé à la réalité locale par son séjour de 1929-1931 à la tête des 2^e et 3^e Bureaux à Beyrouth, sans illusion sur la pénétration réelle de la France,⁴⁷ mais observateur attentif des spécificités des troupes du Levant⁴⁸, il a compris que c'est par les chefs militaires et les religieux, dépositaires de l'histoire longue des communautés, par la rencontre des populations dans chacun des cazas⁴⁹ plus qu'au contact décevant des politiques, qu'il pourra unir les cœurs. L'incontestable succès populaire de sa tournée en Syrie et surtout au Liban en août-septembre 1942 a validé cette intuition⁵⁰.

Ainsi, il y eut bien une forme d'union des Levantins engagés dans la France libre, sans élimination ni effacement des identités collectives préexistantes, mais il s'agissait d'un attachement commun à la France plus qu'une union structurée. Aussi n'a-t-il jamais existé de mémoire collective levantine au sein de la France libre. Les mémoires partielles ont mal résisté aux évolutions géopolitiques. Les premières tentatives de création d'une section Syrie-Liban de l'Association des Français libres en 1946-1947 se sont heurtées aux refus du gouvernement issu de l'indépendance. Régularisée lorsque l'ancien commandant du contingent libanais de la France libre devint président de la République, elle disparut pendant la guerre civile. Une amicale arménienne a été rattachée à cette section. Les sections égyptiennes n'ont pas survécu à la nationalisation du canal par Nasser et la section israélienne à la condamnation par de Gaulle de la guerre des Six Jours en 1967⁵¹. De manière significative, une partie des fonds de l'association servit au rapatriement des anciens FFL levantins. L'évolution démographique, l'émigration d'une partie des élites et les mutations géopolitiques provoquèrent un éparpillement, voire une dissolution des mémoires, bien que l'engagement levantin ait joué un rôle important dans l'histoire de la France libre, sans que cette histoire ait été intégrée dans un récit spécifique. Qui se souvient que 58 natifs du Levant participèrent à la bataille de Bir Hakeim, dont 17 Arméniens, 15 autres chrétiens orientaux, 9 juifs et 9 musulmans nés au Levant ? Deux tombèrent le 11 juin 1942.

Cette étude, qui en appelle d'autres, a fait ressortir un aspect déjà connu de la France libre : sa capacité d'adaptation. Elle souligne également un aspect moins connu : son acceptation de la diversité, dès lors que celle-ci n'est pas d'ordre politique et ne remet pas en question le cœur du projet gaullien. Elle amène à s'interroger enfin sur la pertinence des critères

⁴⁴ Entretien avec Rocio Abifadel, juillet 2017.

⁴⁵ G. Pilleul, « Le service d'information et de radio-diffusion du Levant (1941-1944) », *Espoir*, n°77, décembre 1991.

⁴⁶ Le *zaim* est au Moyen-Orient le chef naturel, charismatique d'une communauté.

⁴⁷ « Le Levant est un carrefour où tout passe : religions, armées, empires, marchandises, sans que rien ne bouge. Mon impression est que nous n'y pénétrons guère [...] » Lettre du 30 juin 1930 au colonel Mayer, de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*. T. 12, p. 249-250.

⁴⁸ C. de Gaulle, *La France et son armée suivi d'Histoire des Troupes du Levant* [présentations de Hervé Gaymard], Paris, Perrin/Tempus, 2016.

⁴⁹ Circonscription administrative équivalente au département.

⁵⁰ J. Gaulmier, « Rencontres avec le général de Gaulle (1941-1944) », *Espoir*, n° 68, septembre 1989.

⁵¹ S. Cornil-Ferrot, « Les associations de Français libres à l'étranger », in S. Cornil-Ferrot et P. Oulmont (dir.), *Les Français libres et le monde*, Paris, nouveau monde éd., 2015.

retenus pour dénombrer les Français libres. Ces critères ne privilégient-ils pas de manière excessive la dimension militaire du mouvement ? L'exemple levantin nous invite en tout cas à nous interroger.